

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV° Internationale N°49 - SEPTEMBRE - 2 EUR



L'Internationalist

Rentrée sociale sous haute tension



> Brésil : manifeste pour un nouveau parti <

Sommaire du n° 49

- ✓ Edito. Une rentrée sociale sous haute tension. p.2
- ✓ Bilan et perspectives après la grève de mai-juin. p.3
- ✓ Courrier International - L'impérialisme s'embourbe en Iraq. p.7
- ✓ Brésil. Manifeste pour un nouveau parti / Nous avons besoin d'un nouveau parti socialiste qui unifie la gauche brésilienne. p.9
- ✓ Manifestations du 13 mai 2003 "Aujourd'hui dans la rue, demain on continue"... (Déclaration du 13 mai 2003). p.11
- ✓ Déclaration du 29 mai 2003 "Grève générale jusqu'à satisfaction !" Lever tous les obstacles. p.11
- ✓ Tribune libre. Après la naissance de la Fédération Syndicale Etudiante - Solidarité Etudiante ! (FSE-SE). Interview de Mathieu Président de la FSE-SE-Paris 3 p.13
- ✓ 11 435 p.14
- ✓ Courrier International. Dernière minute. Après l'attentat contre l'ONU, quel est son véritable rôle en Iraq ? p.16

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O
BP 66
94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) :
apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web:
**[http://perso.wanadoo.fr/
apido.gsi/](http://perso.wanadoo.fr/apido.gsi/)**

Clôture rédactionnelle le
7septembre 2003

Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

Une rentrée sociale sous haute tension

Privatisation de la sécurité sociale, remise en cause du droit à la retraite et à la santé pour tous, privatisation des services publics, hausse du chômage qui dépasse largement les 10% de la population active ; le tout, dans un contexte de récession économique. Les exigences du marché, les exigences et les plans du MEDEF, en haut, face à la résistance de ceux d'en bas ou, plutôt, de la classe ouvrière, de la jeunesse et de leurs alliés. L'affrontement sera donc inévitable...

Dans ce contexte, l'expérience acquise dans les luttes par les jeunes enseignants, les précaires de l'éducation nationale et les étudiants contre la décentralisation, les E.C.T.S et le plan Ferry, dont les décrets d'applications ont été gelés et non abrogés (tout comme le décret de "l'aide au logement des étudiants" qui, prévoit-on, devrait "dégager" une économie de 90 millions d'euros par an), risque d'être rapidement digérée. Nous devons tout faire pour unifier les luttes qui se mènent contre les attaques du gouvernement. Nous devons aider tous ceux qui se mobilisent à lever les obstacles et les pièges tendus par les bureaucraties syndicales qui, elles, font tout pour maintenir la paix sociale au service de l'ordre établi.

Nous devons expliquer que les syndicats appartiennent aux travailleurs et qu'ils sont le premier outil de lutte du mouvement ouvrier organisé. Car face au rapport de force imposé par l'appareil d'Etat, le spontanéisme trouve très vite ses limites. S'organiser et se réappropriier les syndicats est donc fondamental pour le mouvement ouvrier et ses revendications immédiates. Nous devons expliquer que, dans la défense de nos statuts et de nos acquis sociaux, nous avons, tous, les mêmes intérêts et que mener cette bataille signifie, pour nous, nous battre aussi pour l'unité de la classe, là où nous sommes : dans les luttes et dans nos syndicats.

L'anticapitalisme de façade de certains ne peut être démasqué que si nous abordons, de façon claire et franche, l'alternative de société que nous opposons au capitalisme : le communisme via la transition du socialisme. La critique du capitalisme - aussi radicale soit elle - ne peut se substituer à un projet de société : cette critique s'inscrit en vérité dans le cadre du système capitaliste bourgeois et de ses

institutions, puisqu'elle se détermine par rapport à ce système. L'expérience malheureuse du mouvement ouvrier international en Espagne et au Chili prouve qu'il ne peut y avoir de "révolution démocratique". Le réformisme, aussi "radical" soit-il (comme celui du gouvernement Allende au Chili en 1973) est une impasse pour le mouvement ouvrier, et un tremplin pour le fascisme.

Le PS, le PC, et les bureaucraties syndicales à leurs bottes, vont tout faire pour démoraliser, désorganiser les luttes. Ils n'ont comme seule perspective de société à offrir, à tous ceux qui luttent contre les plans du capitalisme mondialisé, que leur retour aux affaires dans le cadre de Maastricht-Amsterdam et de la République... S'ils arrivent à canaliser les luttes dans un cadre institutionnel, démocratique bourgeois, le mouvement ouvrier serait alors entraîné dans une impasse, ce qui ouvrirait la voie à une phase réactionnaire encore plus dure, plus radicale. Le fascisme nous guetterait alors réellement. C'est, là, toute l'essence du mot d'ordre *socialisme ou barbarie*. Pour nous, le mouvement n'est rien en soi, il ne peut aboutir que si nous lui offrons une perspective concrète.

En effet, le gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy plébiscité par le MEDEF, la gauche plurielle (PS, PC, Verts) et la LCR (n'ont-ils pas, tous, appelé à voter au nom de la "démocratie de marché" pour le gouvernement CRS...?) applique, sur tous les terrains, le programme de l'extrême-droite et de Le Pen. Si ce gouvernement tient encore, c'est grâce à la farce "démocratique bourgeoise" du 21 avril 2001, farce à laquelle sont liés, corps et âmes, les bureaucraties syndicales et tous ces dirigeants, "de gauche" ou "d'extrême-gauche", qui ont appelé à voter Chirac, tout attachés qu'ils sont à l'ordre républicain.

Pour nous, il s'agit donc de réaffirmer un principe fondamental et fondateur du marxisme révolutionnaire : le caractère indépendant, d'un point de vue de classe, de notre politique. C'est ce qui doit la vertébrer, surtout après le mouvement de Mai-Juin, qui a mobilisé davantage que le mouvement de 1995 (aussi bien dans le public que dans le privé). Et ce, malgré les

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

manceuvres des bureaucraties syndicales, à commencer par celles de la CFDT, de la CGT, de la FSU, suivies par FO et SUD.

Chaque direction, à sa manière, a refusé de se déterminer par rapport à la défense des intérêts des travailleurs et des jeunes, au profit de ses propres intérêts et privilèges

de bureaucrate. En France, le nombre de structures syndicales n'est pas synonyme d'augmentation du nombre de syndiqués mais, plutôt, synonyme de division et de désyndicalisation. **C'est pourquoi, la bataille pour l'unité des travailleurs sur la base de leurs revendications, sur la base de l'indépendance de classe doit aussi se traduire par la construction**

d'une Centrale Unique des Travailleurs (CUT). Mais celle-ci ne pourra s'édifier que sur les décombres des anciennes bureaucraties syndicales et sur la base de la défense inconditionnelle et acharnée des droits et des acquis sociaux des travailleurs et de leurs alliés.

Grève

Dans ce numéro, nous présentons 3 documents à propos de la grève de mai-juin : Bilan et Perspectives après la grève de mai-juin, suivis des communiqués publiés dans le cours des événements sur notre site web.

Bilan et perspectives après la grève de mai-juin.

La situation économique impose à la bourgeoisie de ce pays de démanteler de façon accélérée les acquis ouvriers. Le rapport de forces issu des élections présidentielles et législatives de 2002 lui donne les moyens politiques d'avancer rapidement dans ce sens sur un terrain préparé patiemment par la "gauche plurielle".

Toutefois, la classe ouvrière montre une réelle capacité de résistance et une volonté de riposte, capacité et volonté que les appareils ont pourtant réussi ces derniers mois à contenir. Il est nécessaire aujourd'hui de tirer le bilan politique de la bataille qui vient de se produire et de tracer des perspectives pour les mois à venir qui vont être déterminants.

La situation économique

Comme on pouvait s'y attendre, la bulle spéculative créée par le reflux des capitaux spéculatifs d'Asie vers les USA et l'Europe a éclaté. Il était devenu évident à tous que le taux de profit réel repartait à la baisse. Maintenant, cet éclatement entraîne une nouvelle vague de restructurations capitalistes. Un temps ralentie, la valse des fusions et la concentration du capital repartent de plus belle, avec leurs charrettes de licenciements et leurs vagues de délocalisations.

La vision ultra-libérale du monde a été mise en échec dans les faits. Les scandales Enron, WorldCom ou Vivendi-Universal ne sont pas de simples excès ou "dysfonctionnements", ils révèlent au

grand jour la nature même, parasitaire à l'extrême, du système capitaliste. C'est donc bien ce système en tant que tel qui est en cause.

Pourtant, cette vision ultra-libérale est le substrat de la "seule politique possible" (dixit A. Juppé en 1995) car elle est le seul moyen, avant la guerre impérialiste, par lequel le système capitaliste espère se sauver de l'effondrement en impulsant la course à la misère entre les travailleurs du monde entier. Ceux qui espèrent en une "troisième voie", l'économie sociale de marché ou une quelconque variante, vont en être pour leurs frais : les gouvernements aux USA, en Europe et ailleurs, vont continuer dans la voie tracée par le "consensus de Washington" et instituée en Europe par le traité de Maastricht.

Cette "vision commune" des gouvernements capitalistes n'empêchent pas que la bataille pour une nouvelle division internationale du travail fait rage. Les tensions nées de la période de préparation de la guerre contre l'Irak ne sont pas prêtes de s'apaiser, au contraire, chaque jour en apporte la preuve et les travailleurs sont les premiers à en faire les frais.

En France, le Premier ministre, J.-P. Raffarin est un ultra-libéral. Chacun le savait bien avant sa nomination, mais son gouvernement est au pied du mur du point de vue de la situation économique. Il est lié aussi par les engagements pris à Barcelonne par Chirac-Jospin pour ce

qui concerne les retraites, avec la mise en place de fonds de pension, et la privatisation, ou le démantèlement, des services publics.

Le MEDEF, qui exprime crûment les intérêts du secteur de la bourgeoisie constituant la haute finance, somme aussi le gouvernement Raffarin d'aller très vite.

Les conséquences de l'impasse du vote Chirac sont patentes

Ceux qui avaient appelé à voter Chirac au deuxième tour de l'élection présidentielle ont commis une trahison, nous le savions. Ils ont semé la pire des illusions, à savoir qu'un représentant de la bourgeoisie "sauvé" par la "gauche" allait appliquer une politique "modérée", "reconnaissante" envers les ouvriers et les couches populaires.

Le PS, le PCF, les Verts, la LCR et quelques autres ont livré l'électorat ouvrier et populaire pieds et poings liés à Chirac-Raffarin-Sarkozy, après avoir préparé le terrain à une politique ultra-libérale. Certes une partie importante de cet électorat s'est abstenue au second tour de l'élection présidentielle, à voté blanc ou nul, mais pour ceux qui "ont voté Chirac en se pinçant le nez" l'avenir peut sembler bien sombre et le poison de la culpabilité et de la démoralisation leur a été inoculé par Hollande, Buffet et Cie, les plongeant en pleine contradiction.

(Suite page 4)

J.-F. Coppé s'en fait un jeu. Le porte-parole du gouvernement ne rate pas une occasion de rappeler à "la gauche plurielle" que ce sont ses dossiers, préparés avec zèle pendant 5 ans, qui sont sur la table aujourd'hui. Le "socialiste" M. Rocard le reconnaît volontiers à propos des retraites en apportant son appui au projet Fillion. J.-F. Coppé enfonce alors le clou : tant qu'à faire, la "gauche plurielle" aurait dû avoir le courage politique de mener ces dossiers jusqu'au bout.

Ainsi, la continuité est établie entre la politique de Juppé et celle de Jospin, entre la politique de Jospin et celle de Raffarin. Dès lors, quelle est l'alternative politique à Chirac-Raffarin-Sarkozy ?

Le PS peut bien condamner le projet Fillion, le PCF peut réclamer "de véritables négociations" et se lancer dans une bataille d'amendements, la LCR peut lancer des incantations à la grève générale : leur consigne de vote de 2002 a contribué à boucher toute perspective politique, toute alternative. Or, justement, la question centrale que pose la grève générale est celle du gouvernement, du pouvoir.

A la fête de son organisation, LO, A. Laguiller qui, elle, n'a pas appelé à voter Chirac, parle de généralisation de la grève, reprenant telle quelle la formulation et les précautions de Thibault. Devant un parterre de militants médusés, elle insiste en expliquant que LO n'appelle pas à la grève générale car elle n'en a pas les moyens...

Le PT, quant à lui, appelle à la grève générale, mais fait passer une grande partie de son exigence par le biais de pressions sur l'appareil de FO. Cependant, la perspective politique mise en avant par le PT, la "république une et indivisible", ne risque pas de constituer un axe mobilisateur de la classe ouvrière, contre la bourgeoisie et ses "institutions républicaines"...

En définitive, la grève de mai-juin 2003 a bien butté sur la question de l'alternative politique posée par la nécessité de renverser le gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy.

Le déferlement de la grève

Dès la fin mars, les fonctionnaires de l'île de la Réunion commencent à se mettre en grève contre la décentralisation. Fin avril, début mai, dans de nombreux départements les enseignants se lancent dans la bataille.

Puis d'autres secteurs de plus en plus nombreux, de plus en plus massifs, se lancent à leur tour dans la grève, pendant que les bureaucrates répondent par des "temps forts" pour essouffler le mouvement, temps forts dont les travailleurs, parfois, se saisissent pour faire une démonstration de force.

Aussi, les énormes manifestations des 13 et 25 mai donnent la mesure de la mobilisation en cours et de l'ampleur qu'elle peut prendre. Dès le 13, malgré les tentatives des bureaucrates, malgré le morcèlement des PME et la pression patronale, il devient évident que le secteur privé est, lui aussi, prêt à s'engager.

Tout au long du conflit, les travailleurs en grève cherchent la voie de leur organisation : assemblées générales par établissements, parfois assemblées générales départementales de grévistes, mais dans l'ensemble peu de comités de grèves élus et représentatifs, intégrant les organisations syndicales qui soutiennent la grève... tout au moins "à la base" (voir notre communiqué du 13 mai et notre déclaration du 29 mai). Qu'a-t-il manqué ?

La responsabilité écrasante des bureaucrates syndicaux et de l'appareil de la CGT en particulier

La "plateforme de février" en 7 points, autour de laquelle s'étaient retrouvées toutes les organisations syndicales, était centrée sur l'idée de "retraite à la carte". Le programme maximum de toute coalition étant le programme maximum de la composante la plus modérée, on peut écrire sans se tromper que cette plateforme était celle de la CFDT.

Que certains éléments de cette plateforme ne soit même pas dans le projet Fillion n'a pas empêché la CFDT de signer un accord avec le ministre au terme d'un simulacre de discussion après la première escarmouche du 13 mai. La CGC et la CFTC ont suivi.

Partie avec une position de défense des retraites par répartition et d'opposition aux fonds de pension, FO, par la voix de son secrétaire général, M. Blondel, s'oppose à la grève générale. Retenez-moi ou je fais un malheur ! Et le malheur serait de renverser le gouvernement.

FO occupant la tête du cortège du 10 juin, sur lequel nous revenons plus bas, termine son défilé, structuré principalement par des militants du PT

en quittant la Concorde pour la Madeleine, dos à l'Assemblée Nationale ! Cela n'empêche pas Blondel, le 12 juin à Marseille... d'appeler à la grève générale : Thibault, lui, vient de refuser définitivement. Le 13 le syndicat FO des employés communaux de Marseille appelle à la reprise du travail ce qui démontre l'ampleur de l'affrontement en cours à FO.

"Ce n'est pas la rue qui gouverne" déclare Raffarin. B. Thibault acquiesce. La CGT constitue un enjeu particulier par son histoire et par son poids déterminant dans la classe ouvrière. L'appui de la direction de la CGT au projet Raffarin peut être pour le gouvernement un atout essentiel. De son côté, en invitant B. Thibault en "guest star" à son congrès de Dijon fin avril, le PS a montré qu'il a fort bien saisi toute l'importance du contrôle de la CGT, face à l'affaiblissement du PCF.

Mais la CGT ne peut pas, sous peine d'une crise majeure et immédiate, s'engager dans la même voie que la CFDT. La trahison de la direction de la fédération CGT de l'énergie lors du référendum d'Edf-GdF, le 10 janvier dernier, son désaveu par la masse des syndiqués et, plus largement, par les travailleurs des deux entreprises publiques, ont laissé des traces profondes dans cette fédération et, au delà, dans l'ensemble de la confédération syndicale.

Aussi, la direction de la CGT, flanquée par celles de la FSU et de l'UNSA, met en place un verrou "au sommet". Dès lors, Thibault réclamera sans cesse de "véritables négociations". Face à la pression de plus en plus forte de la base et de nombreuses structures de la CGT, Thibault ruse et appelle ensuite à la "généralisation de la grève" tout en mettant en garde les travailleurs contre "la tentation Thatcherienne du gouvernement". Argument ultime de l'appareil salinien "rénové", le spectre de la défaite historique des mineurs britanniques est censé faire réfléchir à deux fois ceux qui veulent faire de la grève générale une réalité.

On l'a vu, alors que le débat s'ouvre à l'assemblée nationale, Thibault, à Marseille, refuse une nouvelle fois d'appeler à la grève générale et lance... une pétition adressée aux parlementaires.

Le G10-Solidaires (Sud et autres) se démarque et appelle d'entrée de jeu à la grève générale reconductible, mais sur le terrain cela se traduit souvent par la dénonciation des "grandes confédérations" qui n'y appellent pas,
(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

alors que les troupes de ces dernières tendent déjà à les déborder. Pourquoi ? Il convient de s'arrêter quelques instants sur ce problème pour ouvrir plus bas quelques perspectives.

Des illusions dans l'appareil de la CGT ?

Question : Thibault devait-il appeler à la grève générale ? Oui. De très nombreuses interventions de syndicats d'unions locales ou départementales de la CGT ont d'ailleurs fait pression sur la confédération dans ce sens.

Les militants révolutionnaires pouvaient-ils avoir l'illusion que Thibault allait le faire ? Non. Avoir cette illusion, et la répandre, comme l'ont fait les militants de la LCR, dirigeant le G10-Solidaire (pour ne pas parler d'autres secteurs liés à l'anarchisme ou aux Verts), revenait à s'en remettre à l'appareil de la CGT pour lever les obstacles alors que c'était le principal obstacle. On peut dire la même chose de LO.

Cette attitude revenait à s'opposer aux militants CGT "à la base", en grève pourtant, parce que l'unité ne se réalisait pas "au sommet". La grève générale devenait impossible, parce que Thibault ne la voulait pas. CQFD... C'était combattre la grève générale au nom de la grève générale, c'était diviser au nom de l'unité.

Il devenait dès lors plus pratique, pour les besoins de la démonstration, de mettre en avant le refus de Thibault à Marseille le 12, plutôt que d'insister sur l'affrontement du 10 à Paris, place de la Concorde, quand les cortèges de cheminots CGT de Paris Nord et des électriciens et gaziers se sont heurtés au service d'ordre confédéral qui barrait l'accès au pont de la Concorde, face à l'Assemblée Nationale, en renfort des CRS !

A ce moment, l'affrontement physique avec le SO marque le degré élevé de l'affrontement politique dans l'organisation syndicale. Le SO confédéral de la CGT contraint de se retirer sous les quolibets des manifestants CGT, quel symbole ! Mais le SO avait joué son rôle dans la provocation montée par Sarkozy qui cherchait à se saisir ce soir là de tout incident pour tenter de retourner "l'opinion publique", les hésitants, contre les grévistes. La suite on la connaît : les manifestants poursuivis par les CRS dans le quartier de l'opéra.

L'hésitation

Le mouvement vers la grève générale a hésité entre deux voies : celle des pressions sur la direction de la CGT pour qu'elle appelle à la grève générale et celle du débordement des appareils syndicaux pour leur imposer la grève générale.

Le débordement était une nécessité : Thibault n'aurait appelé à la grève générale qu'à une condition : qu'elle fût déjà une réalité incontournable, et encore...

Débrayer, élire un comité de grève, aller à la porte des autres boîtes pour convaincre les travailleurs et les faire débrayer à leur tour, être capable de s'installer dans la durée, organiser la solidarité financière par une caisse de grève, centraliser les comités de grève à l'échelle de la commune ou du département et enfin à l'échelle nationale, voilà la voie pour gagner.

Mais gagner, dans la grève générale, est-ce ouvrir des négociation ou "faire reculer le gouvernement" ? Non. **A ce stade le renversement du gouvernement est posé et la constitution d'un comité national de grève pose les bases d'un double pouvoir en face du gouvernement.**

La trêve estivale...

Du point de vue de la bourgeoisie, il faut aller plus loin et plus vite. C'est le sens d'une tribune d'A. Madelin dans le Monde appelant à une seconde réforme des retraites, à l'américaine. D'ailleurs l'agenda du gouvernement est particulièrement chargé : décentralisation, privatisation de la santé et de l'éducation, de l'électricité du gaz et de la Poste, mise en concurrence des universités, "refonte" de la politique agricole suite à l'accord européen concernant l'avenir de la PAC (politique agricole commune, le premier budget de l'UE).

Du point de vue de la classe ouvrière chaque occasion doit être saisie pour contrer le gouvernement. Cet été, pas de trêve ! Trahis par la CFDT, encore une fois, les intermittents du spectacle ont occupé le devant de la scène en dénonçant des pratiques mafieuses qui voient des sociétés de production les employer tout en les faisant payer par... l'assurance chômage ! Quant à ceux qui refusent la combine, la liste noire et l'assurance de ne plus avoir de travail.

Le baron Ernest-Antoine Seillères de Laborde trouve que le régime d'assurance

chômage des intermittents est dispendieux et... inéquitable. Pour le patron du MEDEF, un revenu équivalent au RMI pour un ingénieur du son, c'est encore trop. Sur le comportement des employeurs, qui sont les adhérents de son organisation, silence.

Les intermittents du spectacle ont donc mis le MEDEF et le gouvernement devant les conséquences d'une disparition programmée de 20 000 emplois dans leurs métiers. De nombreux festivals ont été annulés et aujourd'hui les restaurateurs, hôteliers, loueurs de voitures, etc. les maires d'Avignon et d'Aix-en-Provence pleurent sur leurs "manques à gagner" ! Comme dit un proverbe ultra-libéral "on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre"...

Le référendum en Corse

D'après les "nationalistes" corses, certains éléments rétrogrades de la CGT, entre autres, ont fait échouer le référendum local dont ils attendaient tant. Référendum promis par Jospin et organisé par Raffarin. On comprend leur amertume... surtout que certains d'entre eux ne sont pas de modestes bergers, mais des patrons qui ont pignon sur rue.

Nous avons tous en mémoire le spectacle de Raffarin et de Sarkozy, qui essaient désespérément de se faire entendre, perchés sur des chaises en plastique, dans un coin du hall de l'Aéroport d'Ajaccio où ils ont été confinés par les manifestants de la fonction publique. Manifestants que les CRS tentent de disperser à l'aide de gaz lacrymogènes qui reviennent titiller les narines du Premier ministre et du Ministre de l'intérieur.

Le meeting de l'UMP à Ajaccio avait été annulé, faute de participants (200 !), au prétexte que des sacs contenant des pierres auraient été découverts sur les lieux. Départ pour Bastia, mais l'avion ministériel est bloqué un moment par un chariot élévateur ! D'après la presse, Sarkozy en personne donne l'ordre de décollage car le contrôle aérien reste désespérément muet. Le Préfet saute, Chirac intervient dans le débat pour appeler au "oui", le "non" l'emporte.

Appelés à se prononcer sur un nouveau statut institutionnel pour leur île, les Corses ont voté contre la "réforme" des retraites et... la décentralisation dans l'éducation nationale. Pour Raffarin et pour Chirac, c'est une défaite politique. C'en est une aussi pour le PS qui avait

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)
appelé à voter "oui".

La réalité de la "tentation thatchérienne" de Raffarin...

Beaucoup de temps et d'énergie ont été perdus ce printemps et les délais sont désormais comptés, car la "tentation thatchérienne" de Raffarin est une réalité. Mais arrêtons nous un instant sur cette formulation mise en avant, on l'a vu, par le PS et par Thibault comme un épouvantail.

La bourgeoisie française rêve d'une défaite décisive de la classe ouvrière de ce pays, équivalente à celle subie par les mineurs anglais. C'est un fait, elle est "tentée" par la même brutalité et le même radicalisme que M. Thatcher, "icône" de l'ultra-libéralisme, référence politique de Raffarin. Mais il faut aller plus loin dans l'analyse.

Le "socialiste" T. Blair n'a-t-il pas maintenu intacte la législation anti-syndicale mise en place par M. Thatcher et son successeur J. Major, sur la base de la défaite des mineurs ? T. Blair n'a-t-il pas maintenu l'orientation de démantèlement des services publics et de régression sociale dans son pays ?

C'est bien là le problème. La social-démocratie, à l'échelle européenne au moins, n'a pas l'intention de démanteler quoi que ce soit de la politique mise en oeuvre ces 25 dernières années, politique toute entière vouée aux intérêts de la haute finance. Là où elle est au pouvoir, au Royaume-uni, en Suède ou en Allemagne, elle mène la même politique de démantèlement des acquis sociaux qu'Aznar, Berlusconi ou Raffarin.

Ce n'est donc pas en amadouant Raffarin, en lui faisant des concessions pour conjurer la "tentation", ou en le

remplaçant par le "socialiste" Hollande et quelques autres que l'on va régler le problème politique soulevé. Au contraire ! C'est pourquoi l'affrontement suivant risque bien d'être décisif, et là il faudra submerger les appareils.

Et maintenant ?

On le voit bien, rien n'est réglé. La lutte des classes s'est brusquement aiguisée. Seule la complicité des appareils bureaucratiques a permis à Raffarin de faire passer son texte au Parlement. Mais dès le début, la grève de mai-juin a démarré sur des bases de conscience supérieures à celles de 1995. Les leçons d'alors ont été digérées. Un autre secteur de la classe ouvrière peut bien exploser à tout instant.

Les enseignants restent très attentifs à la suite, pendant que les étudiants se préparent à combattre la mise en place des ECTS et la mise en concurrence des universités. De son côté, Chirac a annoncé la mise en chantier étalée sur toute l'année 2004 de la "réforme" de l'assurance maladie dont les grands axes sont déjà connus.

Nous l'avons vu, l'initiative de "mouvement politico-syndical" lancé par la LCR dans les années 80 sous l'appellation *Groupe des 10* atteint ses limites car, non seulement le bilan de l'intervention dans le syndicalisme chrétien (le CFDT) n'a pas été tiré, mais les "Sud" ne peuvent pas ouvrir la perspective politique que la LCR en tant qu'organisation politique s'est refusée à ouvrir. Cela amène à une impasse les militants qui croyaient que le G10 pouvait être un raccourci à la construction d'un parti. Car en effet la reconstruction du mouvement ouvrier sur des nouveaux axes passe par deux plans.

Sur le plan syndical, il est dorénavant

urgent de mettre en place une convergence des militants fidèles à une conception de lutte des classes, quelle que soit leur appartenance syndicale actuelle, **en vue de la constitution d'une centrale unique des travailleurs. Ces militants devront impulser avec opiniâtreté la mise en place de comité de grève et leur centralisation lors du prochain affrontement.**

Sur le plan politique, l'extrême-gauche a été muette là où elle était attendue, sur la perspective politique. Ceci même si le PT a été, de ce point de vue, plus cohérent que la LCR ou LO. Globalement le positionnement de l'extrême-gauche dans la grève de mai-juin est d'autant plus dommageable pour la classe ouvrière. Il n'est pas suffisant de reprendre les éternelles discussions en vue de présenter, ou non, des candidats communs aux élections.

La question qui est posée est celle d'un parti qu'attendent les millions qui ont porté leur suffrage sur A. Laguiller, O. Besancenot et D. Gluckstein : près de 11% des exprimés en 2002, et d'autres qui ne sont pas allés voter. **Un parti ouvrier, indépendant, anti-capitaliste, internationaliste. Un parti pour le socialisme, c'est-à-dire la république universelle des conseils ouvriers, basée sur la propriété collective des moyens de production et d'échange.**

A une droite "décomplexée" affichant ouvertement son crédo ultra-libéral, à une extrême-droite revendiquant ouvertement le pouvoir, à une "gauche" acquise aux thèses sociales-libérales de "l'économie sociale de marché", la classe ouvrière doit opposer un parti communiste révolutionnaire qui se pose la question du renversement de la bourgeoisie et le pouvoir direct des ouvriers et paysans.

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 116 euros (soutien) (1)

- Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

- Tarif valable pour la France métropolitaine.

- Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

- Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

- Chèque à l'ordre d'APIDO

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX



L'impérialisme s'embourbe en Iraq

Ce qui semblait facile s'est révélé difficile

La victoire militaire de l'impérialisme yankee et de son partenaire anglais en Iraq a été rapide et avait l'air d'inaugurer une période tranquille d'occupation face à un peuple mis en échec. Ce triomphe a mené Bush, posant comme pilote sur un porte-avions, à proclamer la "fin des hostilités" et le début "du processus de reconstruction et de paix pour l'Iraq".

Mais aujourd'hui nous voyons un autre film : un occupant armé jusqu'aux dents mais coincé par la rancœur de la population, et dont les troupes ne peuvent pas sortir dans la rue sans protection, puisqu'à tout moment elles peuvent être les cibles d'attaques, d'attentats et d'embuscades avec des mines, des fusées ou des bombes.

Le grand objectif de l'impérialisme, le pétrole, ne peut pas être pompé avec tranquillité parce que les attentats visent chaque fois plus l'infrastructure et les oléoducs et empêchent de transporter la production. Les pertes, seulement pour le dernier attentat contre l'oléoduc qui transporte du pétrole vers la Turquie, se chiffrent à presque 7 millions de dollars par jour.

La puissance occupante a besoin de tranquilliser sa propre population ainsi que l'opinion publique mondiale et c'est pourquoi elle essaye de dissimuler la situation réelle en Iraq. Les porte-parole du Pentagone se sont efforcés toute cette dernière période à nier qu'ils se trouvaient face à une "guerre de guérillas" de la résistance irakienne. Rumsfeld, le Secrétaire à la Défense, en est arrivé à dire qu'il refusait d'utiliser ce terme parce que "*ce qu'il y a, c'est un manque de compréhension et de communication*". Une autre excuse favorite de la presse pro-impérialiste est que les attaques sont le fruit "*d'éléments du régime évincé de Saddam*". La réalité réfute chaque jour cette affirmation.

Un plan qui a failli

Le plan original des Etats-Unis se basait sur l'hypothèse qu'une fois le gouvernement de Saddam Hussein et son régime renversés, d'importants secteurs du peuple irakien (spécialement la majorité chiite, opprimée par l'ancien régime) soutiendraient l'occupation militaire pour "les avoir libérés" de la dictature. L'intention était de former rapidement un "gouvernement de transition" intégré par des figures politiques d'opposition à l'ancien régime. Ils cherchaient ainsi à institutionnaliser la nouvelle relation de domination coloniale et, à la fois, comptaient sur le soutien des masses. Mais ce plan a échoué complètement, sous tous ses aspects.

Les convocations envoyées par Paul Bremer, représentant du gouvernement des Etats-Unis, ont été boycottées par les groupes et les dirigeants les plus représentatifs. Il s'est formé un Conseil de 25 membres sans aucun soutien réel parmi la population. Une de ses figures les plus importantes est Ahmed Chalabi, un millionnaire lié à Bush, et qui a vécu pendant 45 années hors du pays. Certains membres de son groupe se sont proclamés "maire" de Bagdad et de Mossoul, mais ils ont été tellement rejetés par la population que même les autorités d'occupation ne les ont pas reconnus. Signalons en passant qu'un représentant du Parti Communiste irakien fait partie de ce Conseil de vice-roi.

Une guérilla inattendue et en progression

Avant le début des attentats contre ses troupes, le gouvernement yankee a tenu comme responsables, comme nous l'avons déjà indiqué, exclusivement les anciens fonctionnaires et militaires de l'ancien régime: "*La capture de Saddam et de ses fils aurait un effet bénéfique parce que cela démoraliserait les sympathisants du régime renversé et*

réduirait la violence contre les soldats des Etats-Unis." (déclarations de Paul Bremer, 22/7). Mais la réalité nous montre de plus en plus que, même après le meurtre des deux fils de Saddam, Udaï et Qusaï, la guérilla non seulement s'est maintenue, mais elle s'est développée en intensité et en force de frappe. Il est de plus en plus évident qu'il s'agit d'une multiplicité de groupes bien organisés et qui comptent avec le soutien de la population.

Malgré toute leur supériorité technologique, les troupes américaines n'ont pas une minute de repos et elles sont exposées de façon permanente aux attaques des francs-tireurs et aux embuscades avec des mines ou des grenades. Plus de 130 morts aux combats, un chiffre qui dépasse déjà ceux tombés dans la guerre elle-même, et plus de 70 morts dans des "accidents" (à peine trois mois après la fin des hostilités ouvertes) sont des données objectives qui nient tout ce que Rumsfeld et la télévision veulent faire croire au peuple américain. Il s'en suit un climat proche de la panique parmi les soldats des Etats-Unis, ce qui les mène à commettre encore davantage d'atrocités. Cela est d'ailleurs encouragé par Bush lui-même, qui a affirmé: "*Nous irons chercher nos ennemis dans leurs campements, dans leurs grottes, n'importe où ils se dissimulent*" (déclarations du 26/8).

La résistance affaiblit le moral des troupes de l'envahisseur

Le moral des troupes américaines se dégrade de jour en jour et il y a déjà eu des cas insolites de militaires qui, dans des interviews données à des organes de presse et de télévision, reprochaient à leurs supérieurs de ne pas être au courant de ce qui se passe réellement en Iraq, parce qu'ils restent "*dans leurs bureaux climatisés*". D'autres, sur un ton de

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

plaisanterie, mais en exprimant certainement un sentiment très ample, ont déclarés que "leurs premières cartes étaient (le vice-président) *Dick Cheney* et (le secrétaire à la Défense) *Don Rumsfeld*", en référence au jeu de cartes avec les figures des 40 dirigeants de l'ancien régime les plus recherchés par les yankees.

Les attaques meurtrières dans de simples maisons et les assassinats de civils, qui passent en voiture par les barrages routiers et n'obéissent pas aux ordres d'arrêt, sont la réponse de ces troupes ; des faits comme ceux-ci sont devenus quotidiens. Le dernier incident a été le meurtre de sang froid du cameraman palestinien Dana, de l'agence Reuters, face à une prison de l'armée des Etats-Unis qui avait fait l'objet d'une attaque partisane le jour précédent. Les membres de l'équipage d'un tank l'ont simplement repéré, ils ont eu le temps de voir qu'il s'agissait d'un journaliste et, malgré cela, ils ont ouvert le feu et l'ont tué.

Des organismes comme "Reporters sans frontières" et l'agence Reuters elle-même ont exigé du Pentagone une enquête pour découvrir réellement les responsables du décès du journaliste. Cette exigence est en relation avec le fait que ce meurtre s'ajoute à celui d'un autre cameraman, l'espagnol José Couso, à l'Hôtel Palestine, pendant la guerre. Le commandement central de l'armée des Etats-Unis vient de boucler un dossier qui absout ses troupes de toutes responsabilités pour le décès de Couso.

Mais ce qui effraie le plus les responsables des forces armées impérialistes est qu'il existe un vaste soutien populaire aux actions contre les troupes d'occupation. Les entreprises américaines, et le gouvernement yankee lui-même, obtiennent un profit effréné par le pillage et l'exportation du pétrole de l'Iraq. En même temps, les autorités d'occupation actuelles se montrent incapables de remettre en service le minimum d'infrastructure de base, comme le réseau électrique ou le service des eaux et des égouts. Le comble est le fait scandaleux que sur la terre du pétrole le carburant fait défaut.

Tout cela mène à une indignation populaire croissante. Les mosquées se sont transformées en centres d'organisation et de discussion. Toutes les promesses des "libérateurs" se traduisent alors dans la réalité concrète, par le chômage pour des centaines de milliers, et par la prison pour des milliers d'anciens soldats ou civils irakiens que

les occupants considèrent comme "dangereux". Voici la raison profonde du soutien massif de la population aux actions de la résistance partisane, actions qui paraissent partagées par diverses organisations, tant nationalistes qu'islamiques, sunnites et chiïtes.

Il s'ouvre ainsi une dynamique de résistance des masses à l'occupation, qui ne pourra pas être résolue en emprisonnant ou en assassinant simplement quelques dirigeants. Au contraire, n'importe qui, essayant d'enrayer ce processus, devrait exiger pendant longtemps la permanence de milliers de soldats impérialistes, qui agissent à coups de canon contre la population. Précisément le contraire de ce que voulaient les yankees.

Ils font marche arrière dans leurs plans

Ce n'est pas un hasard si, après les premières déclarations triomphantes, l'impérialisme yankee a dû faire marche arrière dans ses intentions de continuer sa "guerre préventive" en attaquant d'autres membres de "l'axe du mal" comme l'Iran, la Syrie et même la Corée du Nord.

Au contraire, sa préoccupation est aujourd'hui très différente : il s'agit d'obtenir de l'ONU qu'elle légalise l'occupation militaire de l'Iraq, de façon à diminuer son coût politique, et même de préparer un retrait dans le futur ; ou d'obtenir un soutien militaire pour son occupation de l'Afghanistan, comme l'a demandé Bush au président argentin Kirchner, de façon à pouvoir se concentrer davantage en Iraq. Sa préoccupation se manifeste aussi dans le besoin d'obtenir une issue négociée rapide en Palestine.

Ce qui est certain, c'est que le triomphe militaire en Iraq, au lieu de fortifier l'impérialisme, c'est transformé en une grave source de problèmes. Comme échantillon de ces problèmes, il y a le refus d'intervenir militairement dans la guerre civile sanguinaire au Liberia, un petit pays de la côte occidentale africaine, lié aux Etats-Unis depuis sa création au 19ième siècle.

Le fantôme du Vietnam

Les échos de cette réalité se sont déjà fait sentir à l'intérieur des Etats-Unis. En premier lieu, la fraude autour de la question des "armes de destruction massive" a produit un discrédit sur la véritable raison de la guerre et affaiblit toute justification pour maintenir

l'occupation. En Angleterre, la question a mené à une crise politique du gouvernement Blair, avec l'affaire Kelly (le scientifique qui s'est "suicidé" après avoir raconté la vérité à un journaliste de la BBC). Aux Etats-Unis, elle a déjà causée une érosion de l'image de Bush, qui a chuté dans les sondages de 86 % à 54 % depuis la fin de la guerre et qui continue à tomber à une moyenne de 5 % par mois.

En plus, il commence à se manifester une impatience par rapport aux sacrifices pour financer la guerre et l'occupation : les frais nécessaires pour maintenir les troupes actuelles tourneraient autour de 60 000 millions de dollars par an (et quelques membres de l'armée exigent d'augmenter le contingent de soldats, sans quoi, selon eux, il serait impossible de garantir le contrôle du pays). Cette chute de popularité n'est pas seulement due aux problèmes en Iraq. A eux s'ajoutent la récession économique et l'augmentation du chômage, ainsi que le rejet par les classes moyennes et des intellectuels des atteintes aux libertés démocratiques, promues par le gouvernement yankee à l'intérieur même des Etats-Unis, avec l'excuse de la "guerre antiterroriste".

Il est significatif que des familles de soldats prennent l'initiative d'une série d'actions de protestation contre la politique du gouvernement et exigent le retour de leurs parents du territoire irakien. Plusieurs d'entre eux ont créé le réseau *Bring them home* (Ramenez-les à la maison) pour lutter pour le retrait des troupes, celui-ci compte avec des centaines d'adhésions. Une réunion récente dans une base de Fort Stewart s'est terminée sur une confrontation entre des parents et un colonel de l'armée qui essayait de les convaincre que la présence pour un certain temps de leurs maris ou fils en Iraq était encore nécessaire.

La combinaison entre une guérilla avec le soutien des masses dans le pays occupé et les protestations à l'intérieur même des Etats-Unis a ranimé dans les mémoires le fantôme du Vietnam. Voilà pourquoi, Rumsfeld lui-même a essayé d'affirmer : "*il y a beaucoup de média dans lesquels des personnes ou des journalistes disent que "déjà il s'agit du Vietnam", ou se demandent si on en est déjà là. Et il n'en est pas ainsi. Nous sommes dans une époque différente et un lieu différent.*". C'est pourquoi, le débat sur la situation en Iraq et la politique de Bush commence à s'étendre même parmi la bourgeoisie yankee et s'est déjà

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)

exprimé dans des organes de presse aussi importants que le *Washington Post* et le *New York Times*.

Le rêve de Bush de se prétendre le "libérateur de l'Iraq" s'est transformé en un

cauchemar. Les travailleurs et les peuples du monde entier se solidarisent avec intérêt et luttent pour que ce cauchemar grandisse. C'est pourquoi, nous sommes du côté de la résistance irakienne, jusqu'à l'expulsion des troupes impérialistes, et nous ferons tout qui est à notre portée pour

que cela ouvre une période de crise politique encore supérieure à celle qui a trouvée son origine dans la guerre du Vietnam, dans la plus grande puissance impérialiste.

Retrait des troupes impérialistes ! L'Iraq aux irakiens !

Brésil

Manifeste pour un nouveau parti

Nous avons besoin d'un nouveau parti socialiste qui unifie la gauche brésilienne

Dans plusieurs états du Brésil, avec la participation de beaucoup de groupes politiques et de militants des mouvements sociaux, on discute de la nécessité de construire un nouveau parti socialiste. Plus que la volonté de dirigeants de groupes déjà constitués, ce sont la déception et la révolte de milliers de militants envers la politique que le PT mène au gouvernement, qui lancent ce processus.

Ce document défend la nécessité de la création d'un mouvement pour la construction d'un nouveau parti. Il ne prétend pas clore les discussions à propos de ce nouveau parti, de son programme, de ses conceptions politiques et de son fonctionnement. Il prétend alimenter une discussion urgente et nécessaire.

Un chemin sans retour

En plus de la réforme du système des retraites que le gouvernement a fait approuver par la chambre des députés, des taux d'intérêts extrêmement élevés, l'augmentation du déficit budgétaire, le paiement de la dette et les négociations de la ZLEA (Zone de Libre-Echange des Amériques), etc. démontrent que le gouvernement Lula a pris l'option de défendre « l'ordre » capitaliste/impérialiste établi dans notre pays et dans le reste du monde. La LDO (loi d'orientation budgétaire) envoyée par le gouvernement au congrès, et le document « Politique Economique et Réformes Structurelles », du ministère de l'économie, établissent la continuité, jusqu'en 2006, de cette politique (est-ce le plan « B », plan défendu par l'aile gauche officielle du PT ?), qui suit presque à la

lettre les directives du FMI et du « Consensus de Washington II ». C'est le prix, la conséquence de l'alliance que Lula et le direction du PT ont faite avec des chefs d'entreprises et des banquiers pour gagner les élections et pour gouverner.

Dans ce contexte, des programmes comme « Faim Zéro » et « Analphabétisme Zéro », ne sont que des politiques sociales compensatoires et limitées (dirigées aux plus misérables parmi les misérables) dans le cadre des critères de la Banque Mondiale. Plutôt que d'en finir avec la pauvreté et la misère, ces mesures, si elles sont appliquées (jusqu'à maintenant elles sont restée sur le papier), visent simplement à éviter l'explosion sociale. Un gouvernement qui fait tout ceci, sait ce qu'il fait. Il a décidé de gouverner avec et pour les banquiers et les grands patrons, contre les travailleurs.

La lutte du peuple va s'amplifier et se radicaliser : elle a besoin d'une Direction Politique

En ce qui concerne les travailleurs, le bilan est toujours le même : le chômage a augmenté; la valeur réelle des salaires est tombée de plus de 10 % en un an ; il n'y a pas de fonds pour effectuer la réforme agraire, ni pour le logement, ni pour la santé, ni pour le réajustement des salaires des fonctionnaires etc. La dégradation des conditions de vie des travailleurs s'accroît avec toutes les conséquences que cela peut avoir, en particulier l'augmentation de la violence. Et cette situation a tendance à s'aggraver, car la crise économique qui s'aggrave tant sur le plan interne qu'externe, pousse les grandes entreprises internationales à exploiter encore plus les travailleurs et à augmenter le pillage des richesses des pays en

développement (c'est pour cette raison que ces entreprises veulent la ZLEA).

Cette situation a tendance à transformer les attentes et l'espoir que la majorité de la population fait encore reposer sur ce gouvernement, en révolte, comme celle qui atteint aujourd'hui les fonctionnaires, et qui peut concentrer et radicaliser les luttes sociales dans notre pays. Nous savons que la mobilisation sociale, bien que fondamentale, n'assure pas à elle seule une issue positive de la crise, c'est-à-dire une solution de gauche. Cela va dépendre du développement de la lutte des classes, de la confrontation avec la droite et tout type de réformisme, qui joueront également un rôle dans ce processus. Mais pour qu'il y ait les conditions effectives de lutter pour une solution socialiste, il faut que notre classe dispose d'un instrument politique, un parti qui soit le pôle conscient de cette lutte.

Le PT, parti qui dirige le gouvernement Lula, est le principal responsable de la politique menée et de des méthodes appliquées. Il pourchasse ses parlementaires qui maintiennent encore leur position de défense des intérêts des travailleurs et il soutient l'agression, par la police fédérale, de travailleurs en grève et de Heloísa Helena, membre du Sénat. Malgré les milliers de militants et de dirigeants des luttes sociales qui sont membres du PT, ce parti ne pourra pas diriger les luttes futures. C'est le parti qui dirige aujourd'hui l'application des directives du FMI dans notre pays, et étant au gouvernement, il le fait sans état d'âme. Le PCdoB (parti maoïste « rénové »), mené par sa direction, soutient le gouvernement Lula et accompagne la direction du PT, et finit par connaître les mêmes problèmes que ce

parti.

Le défi de la gauche socialiste dans ce contexte, est donc de construire une nouvelle direction politique capable de préparer consciemment ce processus de mobilisation et de diriger ces luttes sociales avec l'objectif d'une transformation socialiste dans notre pays.

Un Parti Socialiste contre « l'ordre » du FMI et du capital.

La classe dominante réclame « l'ordre » et la répression des mouvements sociaux. Le gouvernement et le PT s'empressent de répondre qu'ils ne toléreront pas les attaques contre « l'Etat Démocratique de Droit ». Mais, l'actuel « Etat de Droit » (qui n'a rien de démocratique) c'est « l'ordre » des *latifundio**, de la propriété capitaliste, des « contrats » avec le FMI et l'impérialisme. C'est « l'ordre » qui décrète la prison pour José Rainha (dirigeant du MST, Mouvement des Sans Terre), qui tolère les milices des *latifundio*, qui autorise le vol et l'envoi de 30 Milliards de \$ à l'étranger par le biais de Banestado. C'est « l'ordre » dans lequel les gouvernants s'élisent en promettant le changement pour gouverner dans la continuité. Cet « ordre » garanti depuis 500 ans la spoliation de la majorité au profit de l'enrichissement de 1% de la population. Sans rupture avec cet « ordre », il n'y aura pas de changement pour les travailleurs.

Les libertés démocratiques et les droits sociaux sont des conquêtes de la classe ouvrière arrachées au capitalisme au terme de grandes luttes et de sacrifices. Et c'est d'une lutte acharnée que nous avons besoin pour maintenir et améliorer ces droits. Mais la « démocratie libérale », comprise comme un simple accès au vote et à un système électoral transformé en spectacle par le pouvoir économique du marketing politique, est un obstacle, et non un voie en direction du véritable gouvernement des travailleurs. La conception de « citoyenneté » limitée à des droits et des devoirs ou à la réduction du citoyen/travailleur au statut de consommateur de marchandises ou du « spectacle » de la politique, est bien loin de rapprocher et de mettre les mécanismes de décision sous le contrôle de la majorité qui vit de son propre travail. Eloignée de tout contrôle sur la propriété et la production – origine du pouvoir dans une société capitaliste – la classe ouvrière n'arrivera pas à trouver le chemin du changement à travers la voie électorale et le fait d'occuper des fonctions dans l'appareil d'Etat.

Il n'y aura de transformation sociale que si nous rompons avec cette « démocratie » du

capital, afin d'instituer un ordre réellement démocratique, de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous ceux qui dépendent uniquement de leur travail pour survivre, ce qui inclut aujourd'hui l'ensemble des salariés, et aussi les millions de précaires et de chômeurs.

Le nouveau Parti que nous voulons construire doit privilégier la lutte et l'action directe des travailleurs et non les élections, bien qu'il ne doive mépriser les confrontations politiques dans aucun domaine. Il doit se protéger contre les erreurs qui ont provoqué la dégénérescence du PT, en rejetant les alliances avec la classe dominante pour avoir comme stratégie un gouvernement des travailleurs, sans *latifundiaires*, sans grands patrons et sans banquiers. D'un autre côté, il doit s'efforcer d'établir une vraie démocratie interne, constituée d'organismes et d'instances dans lesquelles la base militante puisse débattre la politique du parti et avoir le contrôle sur la direction et les dirigeants publics.

Unifier la gauche socialiste pour construire ce nouveau Parti

Un phénomène de rupture avec le PT est en train de se produire. Des milliers de militants n'acceptent pas les changements vécus par ce parti. Il faut donner une sortie positive à ces ruptures en évitant que la droite capitalise ce processus et que la déception ne démoralise et ne pousse des milliers de militants à abandonner la lutte. Il est donc urgent de leur proposer une alternative socialiste, pour occuper le vide politique, et ainsi unifier et maintenir ces milliers de militants dans le cadre de la lutte pour le socialisme.

L'expulsion annoncée des « radicaux » du PT est une facette de cette situation, qui a objectivement ouvert un processus de recomposition politique. Ce processus va se prolonger dans le temps, car il y a des secteurs qui ne rompent pas tout de suite avec le gouvernement, mais qui pourraient le faire dans le futur, car le PT et le gouvernement vont être de plus en plus ouvertement démasqués. Le PSTU, qui regroupe une autre partie de la gauche socialiste brésilienne, défend la nécessité de construire un nouveau parti qui unifie toute la gauche brésilienne. Dans d'autres partis de gauche et dans divers mouvements sociaux l'inquiétude grandit par rapport à ce qui se passe dans le PT et chez ses alliés qui sont au gouvernement, soulignant ainsi la nécessité d'un nouvel instrument politique.

C'est donc une chance historique que nous avons; il faut faire en sorte que la recomposition en cours débouche sur l'unité de la gauche socialiste, en construisant une alternative politique supérieure à toutes

celles qui existent aujourd'hui. Il ne s'agit pas de la volonté de tel ou tel secteur politique. Il s'agit de faire face aux défis de la lutte des classes à venir dans le pays. Aucun des secteurs de la gauche socialiste brésilienne n'est aujourd'hui en mesure de relever seul ces défis. La dispersion des socialistes dans ce contexte, aurait des conséquences tragiques. L'unité s'impose comme nécessité de notre classe et relève de notre responsabilité à tous.

Nous devons rassembler nos forces pour lancer, dans un laps de temps qui soit le plus court possible, un Mouvement pour la Construction d'un Nouveau Parti. Celui-ci doit se constituer comme une alternative pour regrouper toutes les forces militantes de gauche. Nous devons créer un espace pour unifier nos luttes et impulser les discussions qui nous permettront de définir démocratiquement quels sont les conceptions politiques, le programme et le fonctionnement du parti que nous voulons construire. Ceux qui signent ce manifeste prennent cette initiative au côté de tous les secteurs politiques qui ont décidés de relever ce défi, sans revendiquer la paternité de l'idée ou le monopole de l'initiative.

- *José Domingues Godoy Filho (professeur de géologie à l'Université Fédérale du Mato Grosso, vice-président de L'ANDES, représentant de L'ANDES à la Coordination Nationale des Entités des Services Fédéraux).*
- *Marcelo Badar, professeur d'histoire à l'Université Fédérale Fluminense*
- *Cristina Miranda Silva, troisième secrétaire de L'ANDES*
- *José Maria de Almeida, secrétaire général de la Fédération Nationale des Métallurgistes de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), membre de la direction nationale du PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié).*
- *James Petras, sociologue de gauche américain*
- *Antônio Luiz de Andrade 'Tato', directeur de L'ANDES-SN*
- *Roberto Leher, ex-président de L'ANDES-SN.*

* Grand domaine agricole privé, aux méthodes d'exploitation archaïques.

Grève

Manifestations du 13 mai 2003

**"Aujourd'hui dans la rue,
demain on continue"...**

C'est un des slogans entendus dans les quelques 117 manifestations organisées dans tout le pays, avec "*public, privé, tous ensemble*", "*capitalisation non, répartition oui*", "*37,5 ans maximum, taux plein à 60 ans, 75% pour tous*". Même la police reconnaît plus d'un million de manifestants en tout ! Les syndicats annoncent 2 millions, plus de 250 000 à Paris. De nombreux jeunes étaient là, actifs et retraités reprenaient le slogan de 95 "*tous ensemble*". Cela malgré des transports en commun paralysés dans de très nombreuses villes.

Les fonctionnaires, les employés du secteur nationalisé mais aussi les travailleurs de l'automobile, de banques et assurances privées, d'entreprises de la construction, de la chimie, de l'électronique, de la téléphonie, de la presse ou du spectacle étaient dans la rue : la jonction entre les travailleurs du public et du privé est en train de s'opérer.

Le nombre de grévistes, qui n'est pas totalement connu à l'heure où ces lignes sont écrites, fait ressortir toutefois jusqu'à

90% dans certains hôpitaux, 70% dans l'éducation nationale, 45% à la Poste, plus de 55% dans les chemins de fer et les transports en commun de la région de Paris (chiffres reconnus par les patrons ! donc en dessous de la réalité).

Dans certains secteurs, comme les chemins de fer, il est déjà question de reconduire la grève. A une journaliste qui lui demande si son organisation donne un mot d'ordre pour poursuivre, le secrétaire général de la CGT, qui appelle le ministre "*à de véritables négociations*" répond que les assemblées générales décideront. Mais il insiste sur le prochain rendez-vous de manifestation qui est fixé au... dimanche 25 mai, pour un défilé national à Paris ! Le Conseil des ministres devant prendre sa décision définitive le 28...

Le secrétaire général de la CFDT de son côté se déclare "*prêt à aller jusqu'au bout pour améliorer le projet*" du gouvernement. Le ministre F. Fillion explique quant à lui qu'il "*n'entendra pas le message de ceux qui refusent la réforme*" mais qu'il est prêt à "*entendre*

tous ceux qui souhaitent agir pour améliorer le projet".

Tout le monde reconnaît que c'est le plus gros mouvement de grève et manifestations depuis 1995, même si on prend en considération la manifestation du 1er mai 2002... manifestation dont le souvenir ressurgit pourtant aujourd'hui ironiquement.

En effet, au Premier ministre, J.-P. Raffarin, qui a déclaré ces derniers jours que "*ce n'est pas la rue qui gouverne*", de nombreuses pancartes faisant référence à l'élection présidentielle rappelaient que c'est bien "la rue" qui l'a mis là ou il est ! Et les slogans d'insister : "*Juppé on t'a eu, Raffarin on t'aura*".

D'ores et déjà, au delà de l'exigence sur les retraites, le mouvement tend dorénavant à poser la question du gouvernement, ce que les directions syndicales liées à la défunte "gauche plurielle" ne peuvent en aucun cas accepter. La journée d'aujourd'hui rend immédiatement nécessaire l'appel à la grève générale dans l'unité.

Déclaration du 29 mai 2003

**"Grève générale jusqu'à satisfaction !"
Lever tous les obstacles.**

Depuis plus de deux mois, les enseignants sont en grève contre la décentralisation et le projet de "réforme" des retraites. Dès le 1er février, l'ensemble de la fonction publique a fait clairement connaître sa détermination, contre les projets Raffarin-Fillon-Ferry-Delevoe, par des grèves et des manifestations massives dont, les plus importantes, celles des 13, 19, 25 et 27 mai.

Pour leur part, les travailleurs du secteur privé sont de plus en plus nombreux dans les cortèges. Ainsi, lors du gigantesque défilé de Paris le 25 mai, a-t-on pu voir les banderoles d'Alstom, Bouygues, Dassault, Euro-Disney, etc., ou encore les délégations des employés de

restaurants Mac Donald's ou Frog en grève, essentiellement des jeunes en contrats précaires. Un premier obstacle, celui de la division entre travailleurs du privé et fonctionnaires, commence à être surmonté. Mais pour imposer le recul du gouvernement, des obstacles clairement identifiés subsistent.

Une campagne acharnée de division

Tous les soirs, cherchant sans grand succès à les opposer aux enseignants en grève, le journal de France 2 prend parents et élèves en otage, écoliers, lycéens, étudiants.

Alors que la grève se poursuit à la SNCF et à la RATP, le lendemain du 13 mai, G. De Robien, ministre des transports, menace d'instaurer un service minimum antigreve, tandis que Le Pen appelle au licenciement, pur et simple, des grévistes du secteur des transports.

Pour sa part, le clone "républicain" de Le Pen, A. Madelin, comment, lui, un livre préconisant sa solution de toujours en matière de retraite et de santé, à savoir: la "responsabilité individuelle", les assurances privées et les fonds de pension; un texte qui reprend, en fait, tous les dogmes ultra-libéraux au service de la haute finance, toutes les recettes ayant fait faillite aux USA en Angleterre

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

et ailleurs, mais qu'importe. De plus, agités par les uns ou par les autres, ces épouvantails ont pour fonction de nous faire croire que le projet du gouvernement est, somme toute, modéré.

Au soir du 25 mai, F. Fillon s'est lancé dans une brutale tentative d'opposer public et privé. Dans le même temps, les présidents des entreprises publiques, SNCF, RATP, La Poste, faisant tout pour désamorcer une situation explosive, lançaient une campagne de désinformation pour expliquer à leurs personnels... qu'ils ne sont pas concernés par cette réforme, que leurs régimes ne sont pas remis en cause Or, comme tout le monde le sait, les régimes spéciaux sont la cible privilégiée du gouvernement depuis des mois !

Le 27 mai, un comité interministériel s'est réuni sur la décentralisation. Le but avoué de cette réunion, à la demande d'une partie de l'UMP, est de casser la mobilisation des enseignants, en reportant cette partie du dossier à plus tard, si nécessaire. Mais après deux mois de grève, disons-le tout net, seul le retrait pur et simple du projet est à l'ordre du jour, et le discours de J.-P. Raffarin, passant sa pommade dans le dos des enseignants, n'a convaincu personne et surtout pas les intéressés.

Le 28 mai, le conseil des ministres a entériné le projet de loi sur les retraites qui va être déposé au parlement en juin. A l'occasion de ce conseil, J. Chirac s'est exprimé pour insister sur la nécessité de cette "réforme". Rappelons qu'il l'avait déjà fait en 1999, lors de la traditionnelle interview du 14 juillet.: *"Je crois qu'il est urgent d'engager cette réforme. Je ferai simplement deux observations. La première, c'est que, notamment à ce titre, il est essentiel de créer une épargne retraite, qui s'ajoute à la retraite normale, pour ceux qui le désirent, et surtout qui permettrait à la France de reprendre le contrôle de ses grandes entreprises. Vous avez vu ce qu'il s'est passé à Alcatel. En 24 heures, les retraités californiens ont tout d'un coup décidé qu'ils quittaient Alcatel, et Alcatel a perdu 40% de sa valeur."* (C'est nous qui soulignons, NDR). Le reste de la déclaration était à l'avenant et, depuis, Chirac n'a pas changé d'orientation.

Un enjeu à l'échelle du continent

En effet, au sommet européen de Barcelone en 2002, Jospin et Chirac s'étaient engagés conjointement à mettre en place des fonds de pension, tout

comme le gouvernement autrichien, ou comme Aznar pour l'Espagne, Berlusconi pour l'Italie, ou Schröder pour l'Allemagne, qui poursuit son "agenda social", ou encore Blair qui continue son dynamitage du NHS en Angleterre (Service National de Santé).

Le projet français, donc, s'inscrit bien dans le cadre d'une offensive à l'échelle européenne contre la protection sociale (retraites et santé), l'éducation nationale et d'autres services publics, pour les privatiser ou les soumettre aux impératifs du capital (comme c'est le cas des universités par le biais des ECTS). En France, cette privatisation passe par l'éclatement préalable des services publics, via la décentralisation.

Tout cela, en France, en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne, en Autriche (dans ce dernier pays, 500 000 manifestants récemment, un record depuis la Seconde guerre mondiale), les travailleurs et la jeunesse l'ont bien compris. Cependant, les bureaucraties syndicales et politiques persistent à ne pas vouloir comprendre.

En effet, dans un tel contexte, on aurait pu s'attendre à ce que la CES (Confédération européenne des syndicats) appelle l'ensemble des travailleurs d'Europe au combat contre cette remise en cause généralisée : cela aurait été la moindre des choses pour une organisation syndicale digne de ce nom. Au contraire, ayant participé à l'élaboration de la politique de l'Union Européenne contre les travailleurs (depuis le Conseil économique et social européen), la CES s'acharne dans une entreprise de division, empêchant toute jonction entre les travailleurs des différents pays : les luttes doivent rester nationales, pour ne pas remettre en cause l'édifice d' *"une économie ouverte dans laquelle le marché est libre"*, selon les termes du traité de Maastricht...

De son côté, en s'employant à fermer toute perspective politique, la défunte "gauche plurielle" soutient objectivement Raffarin.

Ni le PS ni le PC ne défendent la retraite par répartition ; ni le PS ni le PC n'exigent 37,5 années de cotisations pour tous ; PS et PC sont avec le gouvernement pour la décentralisation.

Le PS, lui, ne recule devant rien : tout en affirmant que la réforme est nécessaire, il demande le retrait du projet Fillon et, à cet effet, il a même signé un texte commun avec les Verts et le groupuscule bourgeois des radicaux de gauche. Le PS voudrait-il faire oublier que le gouvernement Jospin a préparé patiemment le terrain à une telle réforme

et que le projet Fillon n'est qu'une variante de ce que Jospin aurait appliqué s'il avait été élu en 2002? Pour preuve, il suffit de rappeler qu'à l'occasion du dernier congrès de ce parti (du 16 au 18 mai), aucune des motions préparatoires n'a mis en avant l'exigence de 37,5 années de cotisations pour tous.

En passant, la présence de B. Thibault au congrès du PS, en tant qu'invité (ovationné !), n'a fait que souligner l'ambiguïté du positionnement de bien des responsables de la CGT.

Par la voix de sa secrétaire nationale, le PCF, qui a participé jusqu'au bout au gouvernement Chirac-Jospin, appelle le gouvernement à reprendre le dossier à zéro et à ouvrir de *"véritables négociations"*. Or, quand il n'y a rien à négocier et que la rue exige le retrait pur et simple des projets Ferry et Fillon, appeler à *négocier* signifie, objectivement, désorganiser le mouvement en cours, pour mieux l'enterrer ensuite.

Les directions syndicales ont le dos au mur

Contrairement à ce qu'escomptait le gouvernement, la signature d'un accord avec la CFDT et la CFE-CGC au soir du 16 mai n'a pas brisé le "front syndical" cimenté par la mobilisation des travailleurs. De nombreuses structures de la CFDT ont désavoué cette signature et appelé à poursuivre le mouvement : au contraire, la signature a radicalisé la mobilisation et clarifié les mots d'ordre. Désormais, le retrait est une exigence générale de même que monte celle de l'abrogation de la loi Balladur de 1993 (qui a porté à 40 ans les retraites du secteur privé) : 37,5 ans de cotisation maximum, une pension à 75% minimum du salaire, retraite à 60 ans pour tous, voilà ce qu'on entend maintenant dans les manifestations.

D'une simple opposition au projet, le mouvement est passé aux revendications et exigences "en positif". La question du financement des retraites fait surgir dans les manifestations des slogans réclamant que les patrons paient, que les salaires soient augmentés et que des emplois fixes, non précaires, soient créés, le non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite est mis ouvertement en cause. Il est indéniable : c'est toute la politique du gouvernement qui est contestée. Par là, objectivement, c'est l'existence même du gouvernement qui est mise en cause.

D'où l'empressement de B. Thibault, de

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

la CGT, à reconnaître que "ce n'est pas la rue qui gouverne" (dixit Raffarin), d'où ses demandes répétées d'ouverture de "véritables négociations" D'où, aussi, M. Blondel déclarant, à la manifestation du 25, qu'appeler à la grève générale, c'est appeler à l'insurrection et au renversement du gouvernement, ce qui n'est pas le but de FO... Cependant, pressés par leurs bases, les deux leaders syndicaux laissaient, en parole au moins, toute latitude à leurs organisations pour décider de la suite du mouvement.

A cette ligne démobilisatrice "des grandes confédérations", seule l'US-G10 (Sud et autres) fait exception, qui a appelé ouvertement - et très tôt - à la grève générale reconductible.

Néanmoins, il n'est pas une organisation syndicale où la discussion n'est pas structurée par la question de la grève générale jusqu'à satisfaction, soit pour l'éviter, soit pour l'appeler. Quant aux bureaucrates, même le terme de "grève générale" leur fait peur. Aussi, l'appel à une grève "nationale et interprofessionnelle" le 3 juin sonne à la fois comme un aveu et comme une ultime

tentative des directions syndicales : d'une part, l'aveu d'être poussées inéluctablement vers la grève générale ; d'autre part, l'ultime tentative pour faire rentrer, dès le lendemain, les travailleurs dans les rangs. Pour les travailleurs, le 3 juin, c'est l'obstacle à franchir : faire de la grève générale une réalité.

L'alternative politique reste à construire

La question du gouvernement, de l'issue politique, pèse naturellement sur la réflexion de chaque travailleur. Mais il ne s'agit pas de changer un Premier ministre ou un ministre par un autre, cela ne réglerait pas le problème. Ce qui est au centre de la bataille, le préalable incontournable, c'est le retrait définitif des projets Fillon-Ferry-Delevoy. Les comités de grève, qui ont déjà commencé à apparaître ici et là, peuvent apporter un début de réponse à cette question.

Dès le départ, ce mouvement a montré une maturité et une détermination supérieures à celui de 1995. La question de la grève générale s'est posée de façon évidente et même, de fait, celle du gouvernement.

Alors, il nous faut réfléchir à l'organisation de la grève générale, à la généralisation des comités de grève, à leur centralisation aux niveaux locaux (commune, département) et au niveau national, par un comité central de grève.

Mais il est évident que si la classe ouvrière disposait d'un parti ouvrier révolutionnaire indépendant, les freins que constituent les directions du PCF et du PS, comme ceux imposés par les directions syndicales bureaucratiques, auraient volé depuis longtemps en éclats.

CES : Confédération Européenne des Syndicats
CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail
CFE-CGC : Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres
CGT : Confédération Générale du Travail
ECTS : European Credit Transfer System - "Système Européen de Transfert de Crédits".
FO : Force Ouvrière
NHS : National Health Service - Service National de Santé
PS : Parti Socialiste
PCF : Parti Communiste Français
RATP : Régie Autonome des Transports Parisiens
SNCF : Société Nationale des Chemins de Fer
UMP : Union pour la Majorité Présidentielle
US-G10 : Union Syndicale - "Groupe des 10"

Tribune libre

Après le naissance de la Fédération Syndicale Etudiante - *Solidarité Etudiante* ! (FSE-SE)

Interview de Mathieu Président de la FSE-SE-Paris 3

Quelle est la portée de la fusion FSE-SE ?

La fusion FSE-SE et Oxygène Paris 1 est le fruit d'un long processus entamé suite à la décomposition de l'UNEF au fil des années 90. Ce processus s'est précisé il y a un peu plus d'un an à travers un travail d'actions communes entre ces diverses organisations. C'est un point extrêmement positif d'être arrivé à cette unification, car cela montre qu'il existe une réelle volonté de combattre la logique de privatisation-destruction de l'enseignement supérieur. Cette unification permet d'ouvrir, à partir de principes clairs, une réelle perspective syndicale nationale pour la défense des intérêts des étudiants.

Quelle importance ce congrès revêt-il dans la situation actuelle ?

Nous nous trouvons actuellement dans

une situation extrêmement complexe et tendue d'un point de vue social et économique. Suite aux grandes grèves de mai juin, les directions confédérales sont dans une situation très délicate. Du point de vue étudiant, il n'existe pas d'organisation nationale qui combatte les réformes visant à privatiser l'enseignement supérieur. **C'est pourquoi la naissance de la Fédération Syndicale Etudiante - *Solidarité Etudiante* ! suite au congrès de Juillet est extrêmement importante.** Nous arrivons ainsi à jeter les bases pour construire une réelle organisation nationale et doter les étudiants d'un réel outil de lutte pour défendre leurs intérêts en tant que jeunes travailleurs en formation. De plus nous sommes le seul syndicat étudiant qui soit indépendant financièrement et politiquement.

Quels sont les principes fondateurs de la nouvelle organisation ?

Les principes fondateurs de la nouvelle organisation sont largement inspirés de la charte fondatrice du syndicalisme étudiant, la charte de Grenoble de 1946, ainsi que des principes de chacune des organisations qui ont participé au processus d'unification et sont le fruit des discussions qui ont permis d'élaborer la charte et les textes de congrès. Le principe de base est le combat contre la privatisation de l'enseignement supérieur à travers l'application du 3/5/8 et des ECTS (European Credit Transfer System).

Pour nous il est essentiel de se battre pour sauvegarder le cadre national des diplômes garant de l'existence des conventions collectives. Il est également extrêmement important de se battre pour une université accessible à tous. Un de nos autres grands principes est l'anticapitalisme, dans la mesure où la casse du service public est la conséquence de la mondialisation

(Suite de la page 13)

capitaliste qui se traduit par l'application des plans de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à échelle mondiale et de l'UE (Union Européenne) à échelle européenne. L'anti-impérialisme et l'internationalisme sont également des principes que nous défendons. De même que nous nous opposons à toute entrave au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous considérons que la lutte contre la privatisation de l'enseignement supérieur doit être menée à échelle mondiale et européenne pour combattre les plans de l'OMC et de l'UE.

Quelles perspectives pour la rentrée en terme d'organisation et d'actions ?

Les attaques frontales du gouvernement se poursuivent. Même si le ministre de l'Education Nationale vient d'annoncer la suspension de la réduction des aides aux logements pour les couples et les salariés de moins de vingt-cinq ans, il ne s'agit que d'une suspension et non d'un retrait. Ce genre de mesure correspond tout à fait à la logique du gouvernement : réduire les aides soi-disant pour satisfaire les critères de convergences de Maastricht, alors que dans le même temps il exonère les patrons et il fait exploser les budgets de l'intérieur, de la défense et de la justice.

Il ne faut pas oublier l'annonce de la hausse du prix du ticket de restaurant universitaire de 4% soit 8,5% sur deux ans en Juillet. Dans le même temps les frais d'inscription à l'université ont augmenté en moyenne de près de 5%, ce

qui est la conséquence logique de la mise en concurrence des universités dans le cadre de l'application des ECTS. Si l'on ajoute tous ces facteurs on se rend compte que le prix à payer pour accéder à l'enseignement supérieur est de plus en plus élevé. D'autre part la loi sur l'autonomie des universités, qui n'est rien d'autre qu'une loi qui vise à favoriser la concurrence entre les universités doit être débattu au début de l'automne, sans oublier bien sûr la réforme de la sécurité sociale...

En partant de tous ces éléments il va donc falloir recommencer au plus vite le travail d'information vers les étudiants sur les dangers de toutes ces réformes afin d'arriver à une mobilisation aussi importante que possible. Ce sont nos futures conditions de travail et donc de vie qui sont en jeu !

11 435

"Comment notre pays, membre du G8, qui donne des leçons avec son système de santé prétendument le meilleur, peut-il laisser mourir ses vieux, ses SDF, ses handicapés ?" (Patrick Pelloux, président de l'Association des Médecins Urgentistes de France, NVO du 29 août 2003)

1 435, c'est le nombre de décès dûs à la canicule de début août, selon l'INVS (Institut National de Veille Sanitaire), dans son rapport du 29 août 2003. Une situation inconnue depuis 1873, date des premières mesures météorologiques systématiques à Paris.

Ce chiffre ne couvre que les deux premières semaines du mois et, déjà, de nombreux professionnels de la santé rappellent que des personnes fragiles ne se remettront pas de cette épreuve et décéderont dans la période qui vient. Il faut savoir aussi que de très fortes chaleurs ont été constatées dans la moitié sud du pays jusqu'au 26 août...

Aussi, les mêmes professionnels considèrent-ils comme plausible les chiffres de 13000 puis 15000 annoncés par la principale entreprise de pompes funèbres !

Une situation imprévisible ?

Certes, la canicule a été exceptionnelle mais les services météorologiques l'avait annoncé fin juillet. Les urgentistes demandaient depuis mai des moyens supplémentaires en lits et en personnels. Ils avaient, eux, anticipé une situation qui *pouvait* être exceptionnelle et qui l'a été. Le problème est plus profond.

Depuis des années les services d'urgence des hôpitaux publics sont dans le collimateur du pouvoir au nom des économies. A plusieurs reprises, ils se sont mis en "grève" dans la mesure où il est impossible à cette profession de cesser réellement le travail.

Les personnels hospitaliers se battent constamment pour obtenir les moyens de travailler dans des conditions tout simplement correctes. L'application des "35 heures" à l'hôpital s'est faite sans embauches et les dépassements d'horaires sont la règle.

Pourtant, fin 2001, le Premier ministre d'alors, L. Jospin, cédait en quelques jours aux patrons de cliniques privées qui menaçaient de... faire grève, leur versant plusieurs milliards de francs, pour, d'après ces patrons, réduire le temps de travail et améliorer les salaires de leurs employés. On croit rêver !

Un sabotage méthodique !

La "réforme hospitalière", volet essentiel du plan Juppé de 1995, a été appliquée scrupuleusement par Juppé et par Jospin. Des milliers de lits ont été supprimés, le secteur de la psychiatrie a été laminé. De nombreux malades mentaux ont été jetés à la rue, où ils se sont clochardisés et, pour beaucoup, sont morts dans

l'anonymat.

Médecine, chirurgie, pédiatrie, gériatrie, maternité, urgences : toutes les branches de l'hôpital public ont été attaquées, sans qu'aucune confédération syndicale ouvrière ne soit allée au delà de la "véhémement protestation".

Depuis près de 20 ans, le recrutement et la formation de médecins et d'infirmières ont été considérablement diminués. Le *numerus clausus* à l'entrée en faculté de médecine a été renforcé, des écoles d'infirmières ont été purement et simplement fermées.

Aujourd'hui la situation est à la pénurie dans toutes les professions concernées. Pour y créer des emplois, il faut les anticiper 5 à 10 ans en terme de formation professionnelle. Or c'est le contraire qui a été fait. La pénurie que le ministre Mattéi, après Kouchner, feint de déplorer a été savamment orchestrée.

Depuis 30 ans, les gouvernements qui se sont succédés dans ce pays ont passé leur temps à "anticiper la baisse de la natalité" en fermant des classes en école maternelle, en primaire ou au collège, en fermant des maternités, en supprimant la spécialité de gynécologie hospitalier.

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

Dès lors, qu'importe à ce gouvernement que la natalité reparte à la hausse depuis 3 ans. Il n'est pas question pour lui de remettre en cause les "prophéties" des gourous en démographie catastrophiste, bien pratiques pour justifier la démolition des services publics et des retraites.

De même, depuis 30 ans, ces gouvernements, pronostiquant un vieillissement de la population n'ont rien fait pour améliorer la prise en charge des plus vieux, si ce n'est en les conseillant de se tourner vers les assurances et les maisons de retraite privées.

Ainsi, on "anticipe" chaque fois qu'on peut faire des économies ; on laisse pourrir la situation chaque fois qu'il faudrait engager des dépenses. Car pour les capitalistes, l'important est de faire face à la concurrence dans le domaine du "marché fiscal".

Tous les gouvernements de l'Union Européenne sont engagés dans la course aux réductions d'impôts, pour les plus riches. Ces réductions d'impôt débouchent partout automatiquement sur des restrictions en matière de services publics. C'est cette orientation qui a été confirmée lors des sommets de Séville et de Barcelonne. Mais allons plus loin.

L'application cynique du dogme industriel ultra-libéral du "flux tendu" aux services publics, et surtout aux hôpitaux, est tout simplement criminel. Le mot d'ordre "*au plus juste*", déjà insupportable en situation "normale" se transforme en "*au fond du gouffre*" dès qu'un incident inhabituel survient et, en l'occurrence, on est allé très au delà d'un simple incident.

Mis au pied du mur, le gouvernement a trouvé des coupables : les familles ! 5000 vieux seraient morts chez eux, seuls. Ce qui implique déjà que plus de 5000 personnes sont mortes "en famille", à l'hôpital ou en maison de retraite. Certaines sont même mortes au travail... Les patrons n'allaient quand même pas baisser les cadences et assouplir les horaires de travail pour une petite canicule. Les médecins libéraux sont aussi montrés du doigt : ils sont partis trop nombreux en vacances en même temps.

"L'Etat ne peut pas tout faire"

Le gouvernement persiste. Les familles et les organisations caritatives doivent prendre le relais car "*L'Etat ne peut pas*

tout faire", comme l'a dit Chirac au moment de ses vœux du 1er janvier.

Une véritable opération de culpabilisation de la population est organisée. Le journal télévisé de *France 3 Ile-de-France* nous fait suivre une intervention des pompiers au terme de laquelle la caméra s'appesantit sur le corps d'une vieille dame affalée dans un coin de sa cuisine depuis plusieurs jours : "où est sa famille ?", "qu'ont fait les voisins ?". Les pompiers ne peuvent emporter le corps car les services funéraires sont débordés, on le place dans un cercueil zingué et on le laisse sur place...

Pourquoi les services funéraires sont-ils débordés ? Pourquoi faut-il stocker les cadavres dans des camions frigorifiques ou dans un entrepôt réfrigéré des halles de Rungis ? Parce que les familles ne se

Dans la lutte contre les incendies il a fallu faire appel à des moyens aériens venus d'Espagne, de Grèce, d'Italie et de... Russie. Un avion a même été loué auprès d'une société canadienne. Quatre-vingts pompiers venus d'Algérie ont été déployés dans le Var au plus fort du danger.

Pourtant, année après année, les sapeurs-pompiers rappellent que le matériel vieillit et doit être remplacé, mais les vieux "Canadair" sont retirés du service les uns après les autres. Le gouvernement fait la sourde oreille à la revendication de classement du métier de pompier dans les professions à risques, avec départ à la retraite à 55 ans. Quant aux volontaires bénévoles, leurs "entreprises" acceptent de moins en moins de les laisser quitter le travail en cas de sinistre... Les profits d'abord !

Au delà des plus de 50 000 hectares de forêts ravagés par le feu, il y a eu des habitations et des terrains de camping et, là aussi, il y a eu des morts.

sont pas manifestées pour les retirer, répond la mairie (PS) de Paris qui annonce plusieurs centaines d'inhumations provisoires et lance une vaste opération pour retrouver les familles des défunts !

Ce qui est sûr, c'est que le gouvernement est prêt à tout pour empêcher que soit remises en cause ces 30 années d'adaptation de l'hôpital public aux exigences capitalistes.

La cerise sur le gâteau

Le 26 août, le gouvernement organise une réunion des professionnels de l'aide au personnes âgées mais en exclut les organisations syndicales qui protestent pour la forme.

Sortant de cette réunion, le secrétaire d'état aux personnes âgées, dûment conseillé, sans doute, par les dames patronesses qui entourent Mme Bernadette de Chodron-Courcelle épouse Chirac, a trouvé une solution : financer l'aide au personnes âgées en supprimant un jour férié. La recette a un goût de déjà vu, puisque la vignette automobile avait été créée pour aider les vieux qui n'en ont jamais vu le premier centime, mais qu'importe.

Seillère applaudit des quatre mains, voyez-vous cela est bon pour l'entreprise. Le MEDEF réclame depuis belle lurette que le nombre de jours fériés soient réduits. Le 8 mai est pressenti (officiellement, c'est la commémoration de la fin du nazisme...), mais il pourrait tomber un samedi ou un dimanche, le lundi de pentecôte serait mieux, se dit le gouvernement.

Un sondage commandé, donne un très fort pourcentage favorable à une telle mesure. A-t-on bien décrit aux personnes interrogées le dispositif prévu ? Certainement pas. Et pour cause, voila l'argument du gouvernement : le jour concerné, les entreprises feraient du chiffre d'affaire, ce qui créerait des profits, et engendrerait des retombées fiscales qui permettraient de financer un plan d'aide aux vieux.

Deux objections. Tout d'abord, les travailleurs mensualisés sont payés les jours fériés et leurs cotisations sociales pour ce jour sont déjà versées aux organismes concernés, la suppression d'un de ces jours profiterait entièrement aux patrons puisqu'il serait désormais travaillé. Ensuite, les projets de "réduction de charges" pour les entreprises, notamment la baisse de l'impôt sur les sociétés envisagés pour 2004, neutraliserait les retombées fiscales annoncées.

Voici donc le véritable dispositif : les entreprises feraient du chiffre d'affaire sans déboursier un centime, ce qui créerait des profits juteux, et n'engendrerait aucune retombée fiscale. Les patrons pourraient même en profiter pour effectuer quelques restructurations et licencier. Grâce aux profits dégagés, les capitalistes pourraient, par exemple, investir dans des cliniques ou des maisons de retraite privées et encaisseraient des fonds publics pour les faire fonctionner. Lequels fonds seraient dégagés par les suppressions d'emplois dans le secteur public. Un seul gagnant à

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

la combine, le patronat, la bourgeoisie.

La catastrophe sanitaire : un tremplin pour la privatisation

Comme dans d'autres pays, le sabotage des services publics est donc bien le prélude à leur démantèlement pur et simple et à leur privatisation. Non seulement Raffarin ne remettra pas en cause ses orientations, mais la catastrophe sanitaire que nous venons de

vivre lui servira de prétexte pour aller plus loin, plus vite.

Il ne fait aucun doute que Raffarin va chercher à s'appuyer sur les directions syndicales, va chercher à les associer, à les intégrer à la "réforme" planifiée. Toutes les pistes étudiées par le gouvernement sont des solutions libérales passant par le secteur privé et par son financement par l'argent public.

En pleine grève contre les projets

Raffarin-Fillon-Ferry-Delevoeye, Chirac avait annoncé devant le congrès de la mutualité que la "réforme" du système de l'assurance maladie serait étalée sur toute l'année 2004 et qu'il y aurait à cette occasion des discussions approfondies.

Faut-il voir ailleurs que dans la volonté d'entrer dans le cadre défini par Chirac l'incroyable discrétion et les déclarations diplomatiques, alambiquées, des organisations syndicales face à cette catastrophe ?

Courrier International

Dernière minute

Après l'attentat contre l'ONU, quel est son véritable rôle en Iraq ?

Le 19 août, un camion piégé a explosé à côté de l'immeuble où siège l'ONU à Bagdad. Dans l'explosion, le chef de la mission de l'ONU, le brésilien Sergio Vieira de Melo, a été tué. Les gouvernements impérialistes, et les gouvernements complices et réformistes de tout genre, se sont empressés à s'avancer en défense de l'ONU et de sa "mission humanitaire" et à condamner les attentats parce que, selon eux, ils iraient "à l'encontre du peuple irakien", "contre la paix", etc.

C'est d'une belle hypocrisie ! Ils oublient très rapidement que le peuple irakien a souffert, pendant 12 années, des sanctions qui ont empêché le pays de recevoir des médicaments et des aliments. Les conséquences de ce blocus ont causé de grandes souffrances au peuple irakien et ont décimé la

population, en particulier les enfants et les personnes âgées. Ces sanctions ont été appliquées au nom de l'ONU et ont été approuvées par son Conseil de Sécurité. Pour les Irakiens, ce n'est vraiment pas facile de croire en la "mission humanitaire" d'un tel organisme.

En plus, bien que le Conseil de Sécurité n'ait pas formellement approuvé l'invasion anglo-yankee, cette organisation n'a absolument rien fait pour l'empêcher. Elle n'a même pas voté une résolution qui la condamnerait, comme violant la souveraineté d'un autre pays membre de l'ONU. Après l'occupation, elle a eu vite fait d'approuver l'autorité des Etats-Unis sur le territoire irakien et sur ses richesses, en particulier le pétrole. En échange, elle n'a que mendié "un rôle dans la reconstruction de l'Iraq" (c'est-à-

dire "répartir le butin avec les partenaires impérialistes européens"). L'envoyé pour accomplir cette mission a été Vieira de Melo, choisi personnellement par Kofi Annan avec l'accord de Bush, celui qui, en plus de représenter *sur place* les intérêts des autres puissances de l'ONU, essaierait de donner une couverture "humanitaire" à l'occupation des Etats-Unis.

Avec la situation que nous venons de décrire : pénurie économique, pillage des richesses du pays, invasion des transnationales impérialistes, les soldats étrangers poursuivant et fustigeant de façon permanente la population ; il ne faut pas s'étonner que l'ONU soit vue par les irakiens comme une partie du schéma de l'occupation et, par conséquent, soit la cible elle aussi de la juste haine et de l'indignation de la population irakienne.

Marxisme Vivant

Revue de théorie et de politique internationale.

Des extraits du numéro 7 seront disponibles début octobre en Français.